



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt cinq, le vingt trois juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 17 juin 2025 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 28

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Romain DELAMARE, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 4

Jean-Pierre LAURENT donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Andrée BAR donne pouvoir à Véronique BLONDEL
Corinne CHOUQUET donne pouvoir à Laurent GILLE
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Romain DELAMARE est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 23 juin 2025

M_DL250623_086

RESSOURCES HUMAINES - CONTRAT DE PROJET - CHARGE DE PROJET QUALITE EN ETABLISSEMENTS SOCIAUX ET MEDICO SOCIAUX - AUTORISATION

M. Jérôme DUBOST, Maire – L'article L 332-24 du Code Général de la Fonction Publique Territoriale prévoit la possibilité pour les collectivités territoriales de recruter un agent contractuel de droit public sur une période plus ou moins longue en vue de la réalisation d'un projet ou d'une opération identifiée dont l'échéance correspond à la réalisation du projet ou de l'opération.

Le contrat de projet est conclu en vue de répondre à un besoin temporaire des collectivités pour mener un projet nécessitant des compétences spécifiques.

Le contrat est conclu pour une durée minimale d'un an, et d'une durée maximale fixée par les parties dans la limite de 6 ans. Le contrat peut être renouvelé pour mener à bien le projet dans la limite de ces 6 années.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

La Ville de Montivilliers entend ainsi recruter un chargé de projet Qualité en Etablissements Sociaux et Médico Sociaux (ESMS) qui sera désigné pour piloter la démarche qualité et la gestion des risques en établissement avec le concours de la directrice du CCAS/Résidences Autonomie. Sa mission principale est de contribuer activement à la mise en œuvre de la qualité au sein de l'organisation et à la préparation, à l'accompagnement des audits et renouvellement d'autorisation à venir ainsi que la mise en œuvre des actions correctives à l'issue.

Le chargé de projet qualité occupe une position transversale au sein d'une structure et fait partie de l'équipe de direction avec un rattachement direct à la direction.

Le rôle du référent qualité englobe plusieurs aspects, tels que :

- Assurer la conformité aux attendus de la Haute Autorité de la Santé (HAS) en lien avec le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) : garantir le respect des objectifs qualité définis dans le référentiel d'évaluation de la qualité de la Haute Autorité de Santé ;
- Sensibiliser et former le personnel aux enjeux de la qualité, favorisant ainsi une culture axée sur l'amélioration continue ;
- Coordonner les actions liées à l'amélioration continue, assurant ainsi une évolution constante des pratiques.

Recruté pour une durée équivalente au temps de sa mission dans la limite des délais mentionnés ci-dessus, à temps complet, le chargé de projet est classé en catégorie A, sur le grade d'attaché, rémunéré par référence à la grille indiciaire en vigueur.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
VU l'article L. 332-24 du code de la fonction publique,
VU la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
VU le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,
VU l'avis du comité technique en date du 10 Juin 2025,
VU le budget de l'exercice 2025,

CONSIDÉRANT

- Qu'il revient au Conseil Municipal de délibérer sur la création de contrat de projet ainsi que sur les modalités de recrutement,
- Que, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, le contrat de projet est prévu pour répondre à un besoin temporaire, il prendra donc fin lors de la réalisation du projet pour lequel il a été conclu à savoir contribuer activement à la mise en œuvre de la qualité au sein de l'organisation et à la préparation, à l'accompagnement des audits et renouvellement d'autorisation à venir ainsi que la mise en œuvre des actions correctives à l'issue,
- Que l'emploi à temps complet est classé en catégorie A, sur le grade d'attaché et est rémunéré par référence à la grille indiciaire en vigueur,
- Que le régime indemnitaire institué par la délibération du 10 décembre 2018 est applicable.

Sa commission municipale n°7, Administration Générale réunie le 12 juin 2025 consultée

VU le rapport de Monsieur **Jérôme DUBOST**, Maire ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De créer** un emploi de chargé de projet qualité en Etablissements Sociaux et Médico Sociaux sous la forme d'un contrat de projet pour une durée correspondant au temps de la mission, sans excéder une durée de 6 années,
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout document relatif au recrutement et au parcours professionnel du chargé de projet qualité en Etablissements Sociaux et Médico Sociaux.

Imputation budgétaire

Exercice 2025

Budget principal

Chapitre 12 :

Nature et intitulé : 613

Montant de la dépense : 45 000 euros

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

